



Soldats de la Force de Mobilisation Populaire et des forces irakiennes. Photo d'archives/REUTERS/Alaa Al-Marjani

La montée en puissance des milices chiites pro-iraniennes

Le 26 décembre 2020, le chef du Hezbollah en Irak avait menacé le Premier Ministre irakien, Mustafa al-Kadhimi, d'une guerre entre l'Irak et les États-Unis, deux pays entre lesquels les menaces surenchérissent depuis quelques mois. Le Hezbollah irakien est une des diverses organisations qui peuvent être comptées parmi les milices chiites pro-iraniennes. Il est donc soutenu par l'Irak, avec qui les États-Unis entretiennent des relations hostiles.

Cette escalade de tensions, loin d'être anodine entre les deux belligérants, intervient un an après la mort du responsable des opérations extérieures iraniennes, de la force al-Qods des Gardiens de la Révolution : Ghassem Soleimani et son lieutenant irakien et chef des unités de la Mobilisation Populaire (MP), Abou Mahdi Al-Mohandes. Le double-assassinat avait été orchestré à l'aéroport de Bagdad (Irak) le 3 janvier 2020 par les forces militaires américaines. Il s'agissait d'une réplique américaine après que, fin 2019, des milices chiites pro-iraniennes aient envoyé des milliers de combattants assiéger l'ambassade américaine à Bagdad, pourtant située dans la zone verte. La zone verte désigne une zone d'une dizaine de kilomètres carrés, hautement sécurisée, abritant le Parlement et les institutions gouvernementales irakiennes, ainsi que l'ambassade américaine.

Déstabiliser les milices chiites

La riposte américaine du double-assassinat a permis de déstabiliser l'ensemble des milices chiites pro-iraniennes : Ghassem Soleimani était en effet à l'origine de la structuration des milices chiites en Irak et des forces iraniennes en Syrie qui ont soutenu le régime de Bachar al-Assad jusqu'à sa chute. Par ce biais, il avait contribué à établir un axe d'influence iranien de l'Irak à la Syrie et au Liban. Abou Mahdi Al-Mohandes, quant à lui, dirigeait les unités de la Mobilisation Populaire, une coalition de milices paramilitaires fondée en 2014, majoritairement financée et armée par l'Iran.



Sur les affiches, au cimetière de Najaf, en Irak, le 11 février 2020, Abou Mahdi Al-Mohandes, tué six semaines plus tôt avec Ghassem Soleimani. ALAA AL-MARJANI/REUTERS.

En réponse aux frappes américaines, le Parlement irakien a voté le retrait des troupes étrangères de son sol par une résolution non-contraignante et l'Iran a envoyé une série de missiles balistiques sur une base américaine de l'ouest irakien.

De leur côté, les milices chiites (portées par l'Iran) ont pris plusieurs villages d'Irak après les avoir pillés et fait fuir toute la population. Les villages ont ensuite été utilisés en bases pour ces milices, qui y installent des prisons, des centres de soins et de convalescence pour les combattants blessés, etc. Ces villages deviennent des zones interdites, où tout échappe au contrôle étatique. Le village de Jurf al-Sakhr est un cas emblématique dans la mesure où il s'agit véritablement d'un « État dans l'État », traduisant ainsi du poids des milices chiites pro-iraniennes et de l'impuissance du pouvoir irakien face à elles.

De puissantes milices contre lesquelles l'Irak peine à lutter

En effet, ces milices ont infiltré l'ensemble des institutions du pays et ont donc tissé des réseaux de clientélisme qui gangrènent le pays. Dès lors, elles entretiennent des liens jusqu'au cœur du pouvoir irakien.

« Ce ne sont pas des mafias ou des gangs que l'on doit combattre, mais des factions protégées au Parlement et au Gouvernement, qui contrôlent les médias et les réseaux sociaux » déplore Mohamed Naïm, conseiller de Mustafa Al-Kadhimi, chef du gouvernement irakien. En 2016, la Mobilisation Populaire est devenue une force gouvernementale après avoir regroupé 160 000 hommes grâce à l'appel à la mobilisation générale de l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité chiite du pays, financée par l'État. Avec l'aide de l'Iran, le Hezbollah s'est imposé et est parvenu à obtenir des départements de premier plan parmi les institutions gouvernementales, à l'instar des renseignements, des missiles et des unités spéciales de la MP. La MP se tient cependant à l'écart de la scène politique, occupée par d'autres factions chiites. Ces dernières sont devenues les premières forces chiites du Parlement irakien, leur conférant un rôle décisif dans le choix du chef du Gouvernement. Elles ont nommé l'ancien chef du renseignement, Mustafa Al-Kadhimi, nomination contre laquelle le Hezbollah s'est manifesté car il le soupçonne d'être lié au double-assassinat de l'aéroport de Bagdad (Irak). Si Mustafa Al-Kadhimi a nommé des personnalités loyales à l'État et engagées contre la corruption à la tête des principaux services de sécurité, les milices chiites pro-iraniennes demeurent encore très influentes.

Pourtant, la nomination de Mustafa Al-Kadhimi a rompu l'unité de façade que les factions pro-iraniennes avaient tenté d'imposer après les manifestations au cours desquelles elles avaient mené une forte répression. Mustafa al-Kadhimi a tenté de faire plier les milices en mettant leurs armes sous le contrôle de l'État mais la mesure

fut rapidement mise en échec : des membres de brigades du Hezbollah ont été arrêté par l'unité de contre-terrorisme irakienne (CTS) pour être soupçonnés d'avoir planifié des tirs de roquettes sur la zone verte. En représailles, le chef de ces brigades, Abou Fadak, a pris la tête d'un convoi de combattants et a assiégé la résidence du chef du gouvernement. Le 6 juillet 2020, Hisham Al-Hashémi, expert des groupes djihadistes et des milices chiites, et conseiller du Premier Ministre, a été assassiné par les milices chiites pro-iraniennes. Ce meurtre souligne, à nouveau, l'impuissance du Gouvernement irakien face à ces milices contre lesquelles l'État ne peut plus se protéger.

Après cet échec cuisant, M. Al-Kadhimi s'est tourné vers la négociation et s'appuie sur le soutien des États-Unis qui ont posé sanctions et menaces sous le mandat de D. Trump, imposant à l'Iran de faire profil bas. En conséquence, le 10 octobre 2020, les brigades du Hezbollah ont annoncé une « trêve conditionnelle » avec les forces américaines en Irak, que d'autres milices ont ensuite rejoint. Les milices ont cependant attendu que le gouvernement valide la résolution visant au retrait des troupes étrangères d'Irak.

L'espoir "Biden" : entre coopération et compromis

Toutefois, le 15 février, des tirs de roquettes visant une base aérienne accueillant des troupes américaines ont été menés. Située près de l'aéroport d'Erbil, dans le Kurdistan irakien, l'attaque de la base était un premier message des milices chiites pro-iraniennes à l'administration de Joe Biden, entrée en fonction en début d'année 2021 et restée silencieuse depuis. Revendiquée par la milice Awliyaa al-Dam, l'attaque constituait la première sérieuse entorse à la trêve décrétée par les milices chiites pro-iraniennes en octobre 2020. Elle est le résultat du harcèlement mené par les milices contre des installations diplomatiques et convois militaires américains depuis l'automne 2019. Les milices avaient annoncé prolonger la trêve durant l'installation de Joe Biden à la Maison Blanche si celui-ci actait un désengagement des troupes américaines en Irak. Si la nouvelle administration étatsunienne ne s'était pas ou peu prononcée jusqu'à récemment, le Président a finalement ordonné des frappes sur des milices chiites pro-iraniennes le 25 février 2021.

J. Biden semble afficher une politique en rupture avec celle de l'administration Trump en se détachant de la stratégie de « pression maximale » sur l'Iran et ses alliés menée jusque-là. Dans cette même lancée, D. Trump était sorti de l'accord sur le nucléaire iranien. Cet accord, signé à Vienne en 2015, posait le contour d'un filet de sécurité concernant le développement du nucléaire à des fins militaires pour l'Iran. Les États-Unis s'en étaient retirés en mai 2018, sous l'impulsion de D. Trump. Depuis la prise de fonction de Joe Biden, celui-ci a réaffirmé sa volonté d'un retour américain

dans l'accord, retour dont les perspectives se dessinent plus nettement ces dernières semaines.



Rassemblement le 6 janvier de membres de la brigade Hashd al-Shaabi, dont l'un des chefs a été tué lors du raid américain contre le général iranien Qassem Soleimani (AFP).

Deux autres attaques ont été menées par des milices sur la base militaire de Balad ainsi que dans la zone verte depuis l'attaque du 15 février. D'ailleurs, si l'Iran nie toute implication dans ces attaques, certaines milices chiites peu connues les revendiquent. Ces dernières seraient en fait utilisées comme paravent aux milices de plus grandes envergures.

Une présence américaine en demie-teinte dans la région

La réplique américaine du 25 février a été vivement condamnée par l'Iran, qui lui reproche d'être illégale et d'avoir déstabilisé la région. Les brigades du Hezbollah se sont contentées de dénoncer la riposte. Enfin, Damas (Syrie) et son allié russe, ont condamné le choix du sol syrien. En effet, les frappes américaines du 25 février ont été menées en Syrie sous prétexte d'éviter l'envenimement de la situation avec les milices sur le sol irakien.

En revanche, l'Irak se montre plutôt satisfaite de l'approche américaine, espérant ainsi un rééquilibrage de la situation. Selon elle, D. Trump s'était servi de l'Irak comme terrain de confrontation avec l'Iran.

Joe Biden, déjà en charge du dossier irakien sous la présidence de Barack Obama (2009-2017), affiche un intérêt marqué pour l'Irak. Il a par exemple dédié le premier appel téléphonique à un dirigeant arabe de son mandat au Premier Ministre irakien,

Mustafa Al-Kadhimi. Les deux hommes semblent ainsi vouloir coopérer. M. Al-Kadhimi veut mater les milices qui gangrènent les institutions étatiques et l'économie du pays. Quant au président Biden, il souhaite inclure la question de l'expansion iranienne dans la région dans les négociations. En effet, l'Iran utilise les milices irakiennes aux côtés du Hezbollah libanais afin de servir ses projections en Irak, en Syrie, ...

En juin 2021, M. Al-Kadhimi organisera des élections législatives au cours desquelles les milices chiites pro-iraniennes espèrent accroître leur nombre de députés. Les milices sont moins menacées par un changement de Premier Ministre qu'un changement de système. Néanmoins, M. Al-Kadhimi a peu de chances d'être réélu. Si l'administration étasunienne a fait un premier pas vers les milices en réduisant ses effectifs à 2500 hommes, l'OTAN assure en fait son remplacement. Par conséquent, une augmentation graduelle des troupes de l'OTAN en Irak a pu être observée, passant de 500 à 4000 hommes. Cet accroissement assure le relais d'une partie des missions de formations de la coalition internationale anti-EI (État Islamique), formée en 2014.



AP Photo/ Stringer

Conclusion

Depuis, l'assassinat de Ghassem Soleimani et d'Abou Mahdi Al-Mohandes, les milices chiites pro-iraniennes se sont morcelées. Ismail Al-Qaani a désormais pris la succession de G. Soleimani, mais il est une personnalité beaucoup plus discrète. G. Soleimani et A. M. Al-Mohandes étaient de véritables chefs spirituels pour ces milices qu'ils avaient fondées autour des valeurs de la révolution islamique puis contre l'occupation américaine. Au moment du double-assassinat orchestré par les

Américains, l'unité de la Mobilisation Populaire n'était pas établie et, sans le binôme Soleimani – al-Mohandes, elle devient quasi impossible à envisager. Par conséquent, les milices chiites se sont depuis disloquées au travers de luttes intestines. Selon le journaliste Sarmad Al-Tai, la mort de G. Soleimani et de A. M. Al-Mohandes a déclenché une situation dans laquelle ces milices sont devenues beaucoup plus dangereuses parce qu'elles n'ont plus de leaders forts et établis et sont emportées par de jeunes combattants, pressés de faire parler d'eux : « (...) *Les deux hommes étaient de véritables experts, des gens matures qui comprenaient la complexité des choses. Leur relève est assurée par de jeunes chefs, qui manquent d'expérience et sont pressés de devenir des héros. Chacun d'eux est un petit Saddam Hussein en puissance, même l'Iran ne peut les contrôler totalement* ».

Malgré un certain affaiblissement, dont le résultat se révélera sur le long terme, les milices chiites pro-iraniennes bénéficient encore d'une influence bien ancrée en ce qu'elles ont investi plusieurs administrations et en ce qu'elles maintiennent de nombreuses sources de revenus, par des activités illégales, notamment par la gestion de postes frontières, la contrebande de pétrole, la construction et l'agriculture, les centres commerciaux, etc. Moqtada Al-Sadr (une des milices chiites pro-iraniennes) contrôle même la banque centrale, la compagnie nationale du pétrole et le secteur de l'électricité.

Sitiographie

- https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/en-irak-l-emprise-des-milices-chiites_6064924_3210.html
- https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/03/mort-du-general-ghassem-sol-eimani-stratege-de-teheran-au-proche-orient_6024682_3210.html
- <https://www.msn.com/fr-fr/actualite/monde/irak-tensions-entre-le-gouvernement-et-les-milices-pro-iraniennes/ar-BB1cgxWV>
- https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/16/les-missiles-chiites-pro-teheran-ciblent-une-base-americaine-a-erbil-au-kurdistan-irakien_6070116_3210.html
- https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/27/joe-biden-trace-sa-ligne-rouge-face-aux-menaces-de-l-iran-et-des-milices-chiites_6071401_3210.html
- <https://www.lefigaro.fr/international/les-kataeb-hezbollah-la-milice-pro-iran-qui-combat-les-etats-unis-en-irak-20200103>
- https://www.liberation.fr/planete/2019/12/30/irak-kataeb-hezbollah-la-milice-pro-iranienne-la-plus-puissante_1771419/
- <https://www.lefigaro.fr/international/comment-les-milices-chiites-pro-iraniennes-veulent-evincer-les-derniers-americains-d-irak-20191007>